

FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DE LOGEMENTS RURAUX

La BADR prochainement conventionnée

La Badr sera prochainement conventionnée pour financer l'accès au logement rural. L'aide de l'Etat a été portée à 700 000 DA dans le financement de l'accès au logement social-participatif (LSP) dont 85% seront libérés dès le début des travaux.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La réunion qui regroupe depuis hier le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, avec les directeurs des OPGI et des DLEP, a mis en avant deux annonces concernant le logement social et rural dont la réalisation bénéficie de l'aide de l'Etat. D'une part, l'aide de l'Etat, octroyée par le biais de la Caisse nationale du logement (CNL), est portée de 500 000 à 700 000 DA. Ceci concerne la réalisation par les promoteurs immobiliers de

logements sociaux dont les chantiers n'ont pas démarré avant le 1^{er} avril 2008. Il a également été décidé de revoir les modalités de liquidation de cette aide par la CNL. En vertu d'un arrêté élaboré en perspective, la plus grande partie de cette aide sera libérée dès le début des travaux, pour permettre aux bénéficiaires de réaliser leurs logements dans les meilleures conditions. En d'autres termes, 50% de l'aide sera liquidée à l'achèvement des travaux de fondation et 35% à la

fin des gros œuvre, soit 85% au début des travaux. Dix pour cent (10%) de cette aide seront liquidés à la fin des travaux et 5% à la remise des clés. En outre, cette aide unique ne sera pas modulée par rapport aux revenus. Dans le but de ne pas exclure certaines tranches de travailleurs de la Fonction publique, il a été décidé d'augmenter le seuil des revenus à six fois le SNMG et de relever le seuil du coût du logement éligible à l'aide, à 2,8 millions de dinars dans 47 wilayas du pays. Pour les stimuler, les promoteurs et sociétés de réalisation bénéficieront au titre de la loi de finances 2008 d'une exonération de l'IBS et de l'IRG. A condition de réaliser dans les délais

contractuels et compatibles des logements de moins de 30 000 DA le mètre carré. En ce sens, des textes d'application sont en cours d'élaboration. L'autre annonce concerne le logement rural où la contribution des bénéficiaires est sollicitée. A ce propos, Noureddine Moussa a indiqué qu'une convention sera prochainement signée avec la Banque algérienne de développement rural (Badr), en collaboration avec la CNL. Cette convention permettra de faciliter l'accès des ménages, aux revenus fixes et offrant des garanties, à ce type de logement, et d'octroyer des crédits à des taux «intéressants» pour leur réalisation.

C. B.

PROGRAMME D'UN MILLION DE LOGEMENTS

Livraison de plus de 700 000 unités fin 2008

Environ 460 000 logements ont été achevés et livrés à la fin mars 2008. Plus de 700 000 unités dont près de 300 000 en chantier sont prévues d'être livrées à la fin de l'année.

Lancé début 2005 et censé être achevé à l'horizon 2009, le programme de réalisation de 1 427 329 logements, tous types de segments confondus, avance positivement. Un programme qui comporte la réalisation de 1 034 566 unités au titre du programme quinquennal et de 392 763 logements au titre des divers programmes complémentaires.

Selon le bilan présenté hier au siège du ministère de l'Habitat par le directeur des programmes, M. Boukhar, quelque 459 812 logements ont été achevés et livrés à la fin mars 2008 et 544 024 unités sont en cours de construction.

En estimant que ces réalisations représentent des avancées par rapport à celles effectuées avant la fin 2004.

Plus de 30 000 logements livrés au 1^{er} trimestre 2008

Ainsi, au 31 mars 2008, 30 433 logements ont été livrés sur les 34 493 unités prévues au cours du 1^{er} trimestre de l'année en cours, soit un taux de 88%. Sur 40 890 logements prévus, 37 559 logements ont été lancés, soit 92%. Concernant les programmes en cours, le représentant du ministère de l'Habitat s'est montré

optimiste sur la possibilité de livrer 264 025 logements déjà en chantier, au taux d'avancement de plus de 70%, durant les trois prochains trimestres. Selon des prévisions, considérées comme fort réalisables, il reste à livrer à la fin 2008 quelque 247 742 logements. Soit la réalisation et la livraison prévues de 707 554 logements en 2008. Cela noté, le reliquat de logements à lancer et achever à l'horizon 2009 est de l'ordre de 300 000 logements (292 446). En indiquant que sur les 583 milliards de dinars alloués au titre du programme quinquennal, une enveloppe de 396 milliards a été consommée.

2008, une année «charnière» selon Noureddine Moussa

En fait, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa réunit depuis hier les responsables des Offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI), en charge de la réalisation des logements sociaux-locatifs (LSL) et d'une partie du programme des logements sociaux-participatifs (LSP) ainsi que les Directeurs du logement et équipements publics (DLEP) en charge du programme LSP et de l'habi-



264 025 logements sont déjà en chantier.

tat rural. Dans une allocution d'ouverture, Noureddine Moussa a insisté sur la nécessité d'achever dans les délais et sans retards ou attermoiements, les programmes en cours de réalisation et de démarrer ceux non encore lancés. Pour Noureddine Moussa, l'année 2008 est «une période charnière, décisive» et qui exige le respect strict des échéances fixées. De même que l'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer la qualité de la construction et de la réalisation. A ce propos, le ministre de tutelle s'est montré satisfait de la mise en œuvre de l'instruction du 18 juillet 2007 relative à l'amélioration de la qualité des programmes en cours, concernant les parties

communes, les parties privatives et les aménagements extérieurs. Tout en appelant les OPGI qui n'appliquent pas cette instruction dans certaines wilayas à redoubler d'efforts et combler leurs lacunes. Mais aussi en incitant les OPGI à satisfaire aux dispositions du nouveau cahier des charges du 31 octobre 2007 relatif aux programmes non lancés.

Le rural, condition du succès du programme quinquennal

Par ailleurs, Noureddine Moussa a clairement lié la réussite du programme quinquennal (2005-2009) à la réalisation avant la fin 2008 du programme de logements ruraux. A la charge des DLEP, ce programme comporte la réalisation de 529 000 unités, essentiellement des habitations individuelles, et représente plus de 40% du programme quinquennal.

D'autre part, les OPGI et les DLEP ont été invités à répondre de manière diligente aux doléances des entreprises de réalisation et bureaux

d'études en matière de paiement rapide et rejet motivé. Concernant la hausse des prix de certains matériaux de construction, Noureddine Moussa a indiqué que des mesures ont été prises lors de deux conseils interministériels récents. Elles concernent la publication des indices de prix trimestriels de certains matériaux. A ce propos, le directeur des programmes auprès du ministère de l'Habitat a indiqué que des formules d'actualisation et de révision des prix dans les cahiers des charges sont prévues et que les fluctuations de prix seront prises en charge sur les autorisations de programmes. Abordant la gestion du parc immobilier, Noureddine Moussa a annoncé la tenue sous l'égide du président de la République, d'une conférence internationale. Celle-ci sera consacrée à la gestion immobilière et permettra de bénéficier de l'expertise étrangère et d'améliorer la gestion, l'entretien et la préservation de ce parc.

C. B.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Inauguration de la radio de Bordj

C'est parti, la population bordjaise a fêté, hier, la naissance d'un nouveau-né baptisé Radio de Bordj-Bou-Arreridj.

Inaugurée par le ministre de la Communication, Rachid Boukerzaza, qui a profité de l'occasion pour faire une virée au siège de la moughafadha, histoire de rencontrer les militants du parti.

La radio locale démarre provisoirement avec une transmission de 7 heures par jour, de 7h à 14h, nous apprend-on, à travers tout l'espace de la wilaya sur une longueur d'onde de 78.7 kHz.

Les habitants du chef-lieu auront le privilège de profiter, en plus, d'une autre longueur d'onde de 76.2 kHz pour recevoir les programmes.

Selon la fiche technique présentée par son personnel, les travaux de réalisation du siège et son équipement, qui ont commencé l'an dernier, ont coûté 26 millions de dinars.

Le siège, lui, s'étend sur une superficie de 1 650 m², un siège extensible. La radio distillera en priorité, l'information de proximité, un détail sur lequel avait insisté le ministre puisque faisant partie, selon lui, des priorités absolues.

Saâdène Ammara

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES

(SNJ)

Communiqué

Le Conseil de gouvernement a examiné et adopté ce mardi 22 avril 2008, le statut des journalistes dénommé «régime spécifique du journaliste».

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) s'en félicite et félicite l'ensemble des journalistes algériens pour cet acquis considérable qui constituait l'une de ses revendications les plus incessantes depuis des années. Œuvre commune au ministère de la Communication et au Syndicat national des journalistes à travers une commission mixte installée en novembre 2006 à laquelle se sont joints le ministère du Travail et de la Protection sociale ainsi que des experts en matière de communication et de relations de travail, le statut du journaliste élaboré sur proposition du syndicat offre désormais une identité juridique pour le journaliste algérien.

En même temps qu'il constitue un outil efficace pour une meilleure protection socioprofessionnelle du journaliste. C'est également un cadre juridique et réglementaire pour mieux défendre les intérêts matériels et moraux du journaliste.

Pour autant, le dispositif d'ensemble doit être complété par une convention collective. Le Syndicat national des journalistes invite, à cet effet, les différents partenaires concernés, les éditeurs de journaux et les responsables des médias publics, en particulier à réfléchir ensemble à la question. Et cela dans le plus grand intérêt du journaliste algérien, des entreprises de presse nationale et de la liberté de la presse en général.

P/le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général par intérim, Kamel Amarni
Fait à Alger, le 22 avril 2008

NOMINATION DU DIRECTEUR DE L'AADL

Le processus est en cours

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, a estimé, hier en marge de la réunion avec les responsables des OPGI et des DLEP, que le changement opéré récemment à la tête de l'Agence pour l'amélioration et le développement du logement

(AADL) est une «opération normale» et s'inscrit dans le cadre de «la mobilité des cadres». Selon le ministre de tutelle, le processus de nomination du prochain directeur général de l'AADL est «en cours».

C. B.